



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE LA COORDINATION

ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE

Bureau des procédures d'utilité publique

N° : 2012/ICPE/194

CARENE – site de « Cuneix »

SUP

Nantes, le

10 OCT. 2012

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 relatifs aux installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,
- VU** le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2003 autorisant la Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire (CARENE) à poursuivre l'exploitation jusqu'en 2006, une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés située à Saint-Nazaire, au lieu-dit « Cuneix »,
- VU** la lettre du 27 juin 2006 par laquelle la CARENE notifie la cessation définitive d'activité du site précité à la date du 31 décembre 2006,
- VU** la demande en date du 29 octobre 2007, modifiée le 28 septembre 2010, présentée par la CARENE, en vue de l'institution de servitudes en application des dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié sus mentionné,
- VU** le dossier établi par la CARENE en vue de l'enquête publique conformément aux dispositions de l'article R 515-27 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 4 octobre 2010 concernant les servitudes à mettre en place,
- VU** la consultation, le 15 octobre 2010, conformément à l'article R. 525-15 du code de l'environnement, du chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (SIRACEDPC), et en l'absence d'observations,

VU l'avis favorable du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 6 janvier 2011,

VU la communication le 17 janvier 2011, au président de la CARENE et aux maires de Saint-Nazaire, Saint-Joachim et Trignac, du projet de servitudes d'utilité publique,

VU l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 28 mars au 28 avril 2011 sur le projet d'institution de servitudes d'utilité publique sur et autour de l'ancien site de stockage de déchets ménagers et assimilés exploité par la CARENE à Saint-Nazaire, au lieu-dit « Cuneix »,

VU la délibération du conseil municipal de Trignac en date du 25 mars 2011,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 6 juin 2011,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 3 juillet 2012,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 12 juillet 2012,

VU le projet d'arrêté transmis à la CARENE en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

VU la lettre du président de la CARENE en date du 27 septembre 2012,

CONSIDERANT qu'il convient, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions nécessaires à l'intégrité et à la surveillance de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés,

CONSIDERANT qu'il convient à cette fin de prescrire la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol et du sous-sol du site de stockage et de ses abords, et d'en limiter les usages, par voie d'un arrêté préfectoral en vue d'établir les servitudes,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1er :

Sont instituées des servitudes d'utilité publique à l'intérieur du périmètre défini sur le plan en annexe concernant l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés anciennement exploité par la Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire (CARENE) à Saint-Nazaire au lieu dit « Cuneix ».

Les servitudes ci-après définies couvrent les parcelles dont la liste est jointe en annexe .

Liste et nature des servitudes

L'utilisation des terrains susvisés par quelque personne physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec la présence de déchets ménagers et assimilés enfouis dans le sol, et ne devra en aucun cas remettre en cause l'état de la couche de couverture et des équipements annexes de suivi de l'installation de stockage des déchets.

Les principales caractéristiques de l'occupation des différentes emprises concernent 7 secteurs comprenant :

- les installations de collecte et de traitement des lixiviats et du biogaz ;
- zone A : une déchèterie accessible au public ;
- zone B : des installations de stockage et de compostage de déchets verts ;
- zone C : zone située à l'aplomb d'anciens stockages de déchets ménagers et assimilés susceptible de permettre une extension de la déchèterie, de la plate-forme de stockage de déchets verts ou de créer une plate-forme de stockage de verre ou autres déchets ménagers non dangereux ;
- zone D : la partie du casier n° 6 remblayée à l'aide de matériaux inertes susceptible de permettre l'implantation d'un bâtiment couvert dédié à la gestion des déchets non dangereux ou l'extension des installations de compostage de déchets verts ;
- zone E : les casiers arrivés en fin d'exploitation ainsi que les digues les ceinturant ;
- zone F :
 1. Zone F1 : les parcelles périphériques situées dans une bande de 20 m comptée à partir de la clôture du site à l'exception de la zone F2 ;
 2. Zone F2 : les parcelles périphériques situées à une bande de 50 m comptée à partir de la clôture du site sur une longueur de 450m à l'Ouest du site.
- zone G : les piézomètres de contrôles des eaux souterraines. Une zone d'isolement constituée par un cercle de rayon de 7,5m compté à partir de chaque piézomètre.

I - Sont interdites, les opérations suivantes :

1-1 - Réalisation de travaux d'excavation ou d'affouillement de sol, de fondations et de forages ainsi que toute intervention nécessitant l'utilisation de points chauds sans permis de feu dans les zones E, F et G. Cette interdiction ne s'applique pas aux travaux de curage de canaux nécessaires pour assurer le fonctionnement hydraulique du marais ;

1-2 - Irrigation des terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle et éviter l'érosion sur les zones A à G.

1-3 - Plantation d'arbres et de plantes à racines susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la couverture et des digues périphériques, sur les zones A à G ;

1-4 - Construction de tout bâtiment ou élément de construction à caractère provisoire ou définitif susceptible de nuire à la conservation de la couverture des déchets, des digues périphériques de confinement des déchets dans les zones E, F et G.

1-5 - Construction ou installation de tout ouvrage ou équipement susceptible d'obstruer ou de limiter le cours ou le débit des fossés de collecte et d'évacuation des eaux superficielles de ruissellement dans les zones A à F.

1-6 - Toute opération portant ou susceptible de porter atteinte au bon état et au fonctionnement des moyens de captage, collecte, contrôle et traitement des lixiviats et biogaz, de suivi des eaux souterraines et superficielles ainsi qu'à la clôture périphérique tant que ces moyens sont nécessaires au suivi post exploitation de l'installation de stockage de déchets ⁽¹⁾ dans les zones A à G.

1-7 Toutes cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale, ainsi que le pâturage d'animaux domestiques,, sur les zones A à F.

(1) En particulier, le stockage de produits polluants chimiques ou organiques susceptibles de nuire à la qualité des eaux souterraines ou superficielles est interdit à moins de 15 m des piézomètres et du fossé collecteur ainsi que sur l'ensemble de la zone d'enfouissement.

Sont toutefois admis tous équipements ou travaux qui pourraient s'avérer nécessaires en cas de nuisances ou d'anomalies liées à l'installation de stockage des déchets.

Dans les zones A à D la réalisation de travaux de terrassement ou de bâtiments est subordonnée à la réalisation d'une étude spécifique justifiant du maintien des caractéristiques de la couverture et des dispositifs de traitements des lixiviats et biogaz en place.

II - Il est institué un droit de passage et d'accès permanent :

2-1 - au profit de la CARENE ou des futurs responsables ou leurs mandataires aux fins de surveillance du site, en particulier pour les points suivants :

- les moyens de captage, de collecte, de contrôle et de traitement des lixiviats et des biogaz ;
- les moyens de suivi des eaux souterraines constitués par un réseau composé de 4 piézomètres et des eaux superficielles (fossés et canaux) ;

2-2 - au profit des services de secours pour intervenir en cas notamment d'incendie et d'accident ainsi que des membres de la commission locale d'information et de surveillance (ou de la commission de suivi de site).

Article 2 :

Le présent arrêté est notifié aux maires concernés, à l'exploitant, aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

Article 3 :

En application des dispositions de l'article L 515-11 du code de l'environnement, ces servitudes, dans le cas où elles entraînent un préjudice direct, matériel et certain, ouvrent droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée aux mairies de Saint-Nazaire, Saint-Joachim et Trignac, et pourra y être consultée.

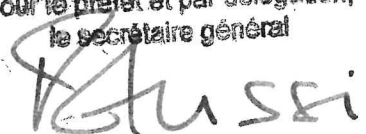
Un extrait de cet arrêté sera affiché aux mairies de Saint-Nazaire, Saint-Joachim et Trignac pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins des maires de Saint-Nazaire, Saint-Joachim et Trignac et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et au frais de la CARENE, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint-Nazaire, les maires de Saint-Nazaire, Saint-Joachim et Trignac et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CARENE.

Le PREFET

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Pierre STUSSI

P.J. : 1) *liste des parcelles concernées par les SUP,*
2) *plan des servitudes d'utilité publique.*

ANNEXE I Liste des Parcelles concernées par les servitudes d'utilité publique

Désignation cadastrale de la parcelle	Commune	Occupation principale actuelle de la parcelle	Usage futur envisagé	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface concernée par les SUP (en m²)
AE 229	St Nazaire	hors emprise du site autorisé en partie dans l'emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz3)	sous zone F2	1 445	60
AE 231	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone G	4 695	1 200
AE 232	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	1 445	1 400
AE 233	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	2 944	1 250
AE 254	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	3 401	1 450
AE 255	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	1 409	780
AE 256	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	1 409	750
AE 257	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	2 886	2 850
AE 258	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	1 930	500
AE 259	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F2	916	50
AE 280	St Nazaire	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz2)	zone G	1 080	50
AE 281	St Nazaire	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz2)	zone G	1 425	125
AE 554	St Nazaire	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz3)	zones F et G	23 541	1 600
AH 23	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zones F1 et F2	1 887	100
AH 24	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	103	40
AH 25	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	3 275	1 000
AH 26	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 855	800
AH 27	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 095	480
AH 28	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	4 095	750
AK 1	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zones F1 et F2, zones A, B, C et E + zone E (bassins et torçère)	46 425	46 245
AK 3	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	4 078	4 078
AK 4	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	765	765
AK 5	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	365	365
AK 6	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	745	745
AK 14	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	280	250
AK 24	St Joachim	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 608 920	6 500

(2/4)

pour être annexé à mon
arrêté du 10 OCT. 2012
NANTES, le 10 OCT. 2012
LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
Pierre STUSSI

AK 29	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E, et zone E' (bassins et torchères)	3 207	3 207
AK 36	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	345	345
AK 43	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E (bassins et torchères)	86	86
AK 44	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone C et zone E (bassins et torchères)	309	309
AK 45	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone C et zone E (bassins et torchères)	164	164
AK 65	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	138	138
AK 76	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 121	1 121
AK 80	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 298	1 298
AK 81	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 299	1 299
AK 82	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zones B, C, D et E	58 310	58 310
AK 86	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 260	1 260
AK 87	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 195	1 195
AK 88	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 080	1 080
AK 91	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	930	930
AK 96	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 158	1 158
AK 98	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 115	1 115
AK 102	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 145	1 120
AK 105	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	519	500
AK 106	St Nazaire	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz4)	zone G	1 037	70
AK 107	St Nazaire	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz4)	zone G	1 265	70
AK 126	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	3 545	3 350
AK 130	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	8 920	7 500
AK 132	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	105	80
AK 146	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 263	1 263
AK 147	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	794	794
AK 150	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 585	1 585
AK 151	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 613	1 613
AK 158	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	871	871
AK 166	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	689	689
AK 169	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	212	212
AK 172	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	546	546
AK 173	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 819	250
AK 253	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 354	2 300
AK 284	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 215	15
AK 285	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 235	20
AK 286	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 113	20
AK 289	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	921	20
AK 290	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	906	20
AK 291	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 603	20

VU

pour être annexé à mon

arrêté du 10 OCT. 2012

NANTES, le

LE PREFET, Pour le préfet de la Région,

le secrétaire général,

Pierre STUSSI

(2/4)

AK 292	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 710	20
AK 293	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 602	20
AK 294	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	815	20
AK 295	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	838	20
AK 296	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	426	30
AK 297	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	437	30
AK 301	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 518	100
AK 387	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	3 352	50
AK 388	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	888	500
AK 389	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	576	576
AK 390	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 081	1 081
AK 391	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E (bassins et torchères)	2 979	2 979
AK 394	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E (bassins et torchères)	581	581
AK 401	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone A	77	77
AK 407	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	5 450	5 450
AK 409	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	5 450	5 450
AK 412	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	588	588
AK 413	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	1 064	1 064
AK 434	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	2 433	2 433
AK 435	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E (bassins et torchères)	985	985
AK 437	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone C et zone E (bassins et torchères)	2 473	2 473
AK 438	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	3 509	70
AK 440	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1, zone C et zone E (bassins et torchères)	3 243	3 243
AK 442	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone C et zone E, et zone E (bassins et torchères)	12 011	12 011
AK 444	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	2 763	2 500
AK 446	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E (bassins et torchères)	292	292
AK 447	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E, et zone E (bassins et torchères)	5 659	5 659
AK 448	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	6 950	6 950
AK 449	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	7 981	7 850
AK 450	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	2 651	2 350
AK 451	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	9 318	9 318
AK 452	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	6 415	6 415
AK 453	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	6 973	6 973

(3/4)

pour être annexé à mon
arrêté du 10 OCT. 2012

NANTES, le 10 OCT 2012
LE PREFET pour le préfet et la délégation,
le secrétaire général
Pierre STUSSI

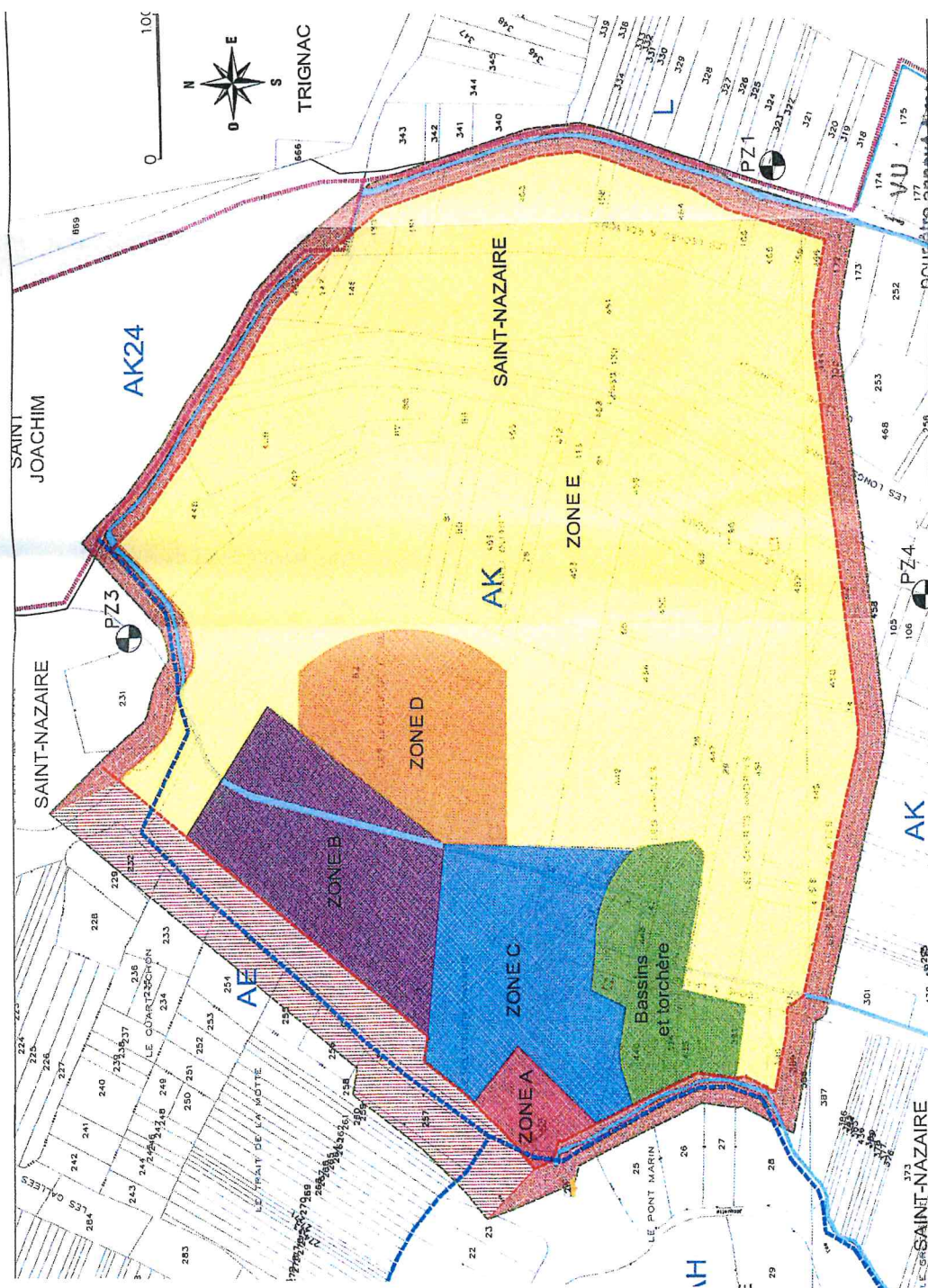
AK 454	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	5 037	5 037
AK 455	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	2 215	2 215
AK 456	St Nazaire	dans l'emprise du site autorisé	zone E	6 612	6 612
AK 457	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	2 310	2 310
AK 458	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 235	650
AK 459	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz4)	sous zone F1, zone E et zone G	9 032	8 200
AK 460	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	9 400	8 750
AK 461	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	21 027	21 000
AK 462	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 166	650
AK 463	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	9 024	9 024
AK 464	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	7 268	7 268
AK 465	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	2 738	2 738
AK 466	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	1 888	1 888
AK 468	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1 et zone E	3 351	800
AK 469	St Nazaire	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	5 217	50
AK 470	St Nazaire	en partie dans l'emprise du site autorisé	sous zone F1, et zones C et E (bassins et torchères)	3 850	3 000
L 321	Trignac	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz1)	zone G	3 270	50
L 322	Trignac	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz1)	zone G	523	50
L 323	Trignac	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz1)	zone G	516	50
L 324	Trignac	hors emprise du site autorisé - piézomètre de contrôle des eaux souterraines (Pz1)	zone G	2 030	50
L 325	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 020	30
L 326	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 680	50
L 327	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	980	50
L 328	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	3 390	200
L 329	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 260	100
L 330	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 460	60
L 331	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	750	40
L 332	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	750	40
L 333	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	750	40
L 334	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	340	40
L 336	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	2 080	100
L 339	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 555	80
L 340	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	1 747	450
L 341	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	917	200
L 342	Trignac	hors emprise du site autorisé	sous zone F1	428	80

pour être annexé à mon
arrêté du 10 OCT 2012
NANTES, le 10 OCT 2012
LE PREFET

Pour le préfet en déléguation,
le secrétaire général
Pierre STUSSI

(2/2)

ANNEXE II Plan du projet de servitudes d'utilité publique



LEGENDE	
Echelle 1/2000	
Clôture	
"Bande" périphérique extérieure	
Limite de communes	
Limite des feuilles cadastrales	
AK	
ZONE A: Déchetterie	
ZONE B: Compostage des déchets verts	
ZONE C: Réserve à une extension future (déchetterie et/ou compostage de déchets verts) et à la création éventuelle d'une plateforme d'accueil et de stockage de déchets ménagers non dangereux (verres par exemple).	
ZONE D: Partie du casier N°8 en cours de comblement avec des matériaux inertes; réservée à la création éventuelle d'un bâtiment industriel couvert dédié à la gestion de déchets non dangereux (fi, transit, ...), ou bien à la possibilité d'une extension de la plateforme de stockage et de compostage des déchets verts.	
ZONE E: Parcelles faisant partie du site de stockage autorisé, et arrivées en fin d'exploitation	
Bassins et torchère (installations de traitement du biogaz et des lixiviats)	
ZONE F: Parcelles situées dans la "bande" périphérique	
Sous-zone F1: "bande" périphérique de 20m de largeur par rapport à la clôture	
Sous-zone F2: "bande" périphérique de 50m de largeur par rapport à la clôture (limite Ouest du site)	
PZ	
ZONE G: PZ1 à PZ4: piézomètres de contrôle des eaux souterraines	

arrêté du
NANTES, le 10 OCT. 2012
LE PREFET pour le préfet délégué,
le secrétaire général

Stussi
Pierre STUSSI

